

Investir dans l'économie verte



INTERVENANTS :

-
- **Michaela PAWLICZEK**, Assistante technique, Agir pour le Développement Durable à Madagascar (ADDEV)
- **Mirana Caroli RAZAFIMAHLEO**, Program manager, Solarland
- **Hélène BROMBLET**, Responsable de thématique et d'expertise Déchets, GRET
- **David ROGER**, Dirigeant-fondateur BuyYourWay

Madagascar figure parmi les pays détenant un des meilleurs potentiels en ressources naturelles et en bio capacité, où les habitants ont l'une des plus faibles empreintes écologiques de la planète¹. Les ressources naturelles contribuent pour plus de 80 % de la valeur totale des richesses tangibles par habitant. Madagascar s'identifie au niveau mondial comme faisant partie des cinq premiers pays les plus vulnérables aux changements climatiques avec des événements météorologiques extrêmes de plus en plus intenses prévus dans les prochaines années. Les participants ont échangé sur les opportunités de l'économie verte y compris l'énergie renouvelable, le tourisme durable et l'agro-industrie. C'est également l'occasion de partager les bonnes pratiques et les activités en cours comme la mise en place du label vert et de discuter des rôles et engagements de l'État pour la mise en place d'un cadre favorisant le développement de l'économie verte.

¹ Rapport Planète Vivante 2014, WWF

L'investissement dans l'économie verte permet d'améliorer différents aspects du développement

« L'économie verte est une économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et assure l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques sur l'environnement et les pénuries écologiques » selon l'UPNEP. À travers des acteurs privés et publics, investir dans l'économie verte vise donc à accroître les revenus et les emplois, réduire la pollution, renforcer l'efficacité énergétique ainsi que prévenir le déclin de la biodiversité et des services écosystémiques.

Les premières interrogations portent sur les méthodes à mettre en œuvre et les moyens actuellement disponibles. La mise en place d'un système d'assainissement accessible à tous les ménages au niveau de toutes les communes est le premier point soulevé. Il existe actuellement des initiatives en ce sens, tel que le programme Fanavotana d'ADDEV et les opérations de l'ONG Internationale GRET Madagascar. Le second point traite de l'énergie solaire permettant de mettre à disposition plusieurs modèles économiques pour l'acquisition de matériels et d'équipements.

L'Initiative pour l'Émergence de Madagascar permettrait d'augmenter l'électrification de l'île

L'Initiative pour l'Émergence de Madagascar de l'État a pour objectif l'accès à l'électricité de 50 % de la population en 2023, contre 16 % actuellement. Plusieurs moyens sont identifiés pour l'atteindre, bien que le moyen le plus rapide soit l'énergie solaire. C'est dans ce sens que l'idée de créer un Fonds National de l'Énergie est lancée pour ainsi réunir tous les acteurs intéressés et penser ensemble aux modalités à mettre en place pour adapter le système malgache au principe de l'économie verte. Deux points sont alors mis en exergue : le besoin de comprendre les enjeux de la population dans le financement et les résultats escomptés ainsi que la nécessité de revoir les réglementations locales pour qu'elles soient incitatives et favorables aux initiatives privées.

La mise en place d'un label vert pour promouvoir l'écologie auprès du secteur privé

La mise en place d'un Label Vert pour les entreprises implantées localement est l'initiative du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Il s'agit de mettre en valeur les initiatives de promotion et de protection de l'écologie, mais également de poser un seuil commun pour des pratiques sociales et environnementales cohérentes avec les principes du Développement Durable. C'est un projet intersectoriel entre les ministères qui sera mis en place après une concertation avec le secteur privé sur les enjeux réels mais également le secteur public pour la mise en place de systèmes d'incitation et de récompenses des parties prenantes favorables audit label.

Inciter les investisseurs à miser sur l'économie verte

L'initiative de présenter des projets au Green Climate Fund par les membres de l'association ADDEV est également évoquée. La question porte sur les actions accessibles à la collectivité pour la mise en place d'actions de réponse contre le changement climatique. Il faut comprendre que le concept de l'économie verte n'est pas nouveau à Madagascar, des chaînes de valeurs de traitement et de valorisation des déchets existent d'ores et déjà. Les actions à mener vont dans le sens d'une structuration du système et des modalités réglementaires de mise en œuvre. Le défi à relever aujourd'hui est de créer une mutualisation des opérateurs, de leurs initiatives et des impacts réels pour voir ensemble le modèle économique à mettre en place pour attirer plus d'investisseurs et de projets. Il va de soi que l'administration jouera un rôle central dans la gestion réglementaire des actions à mener mais également dans la mise en œuvre de la transition énergétique.